

Borloo défrise ses propres experts du chômage

Alain Guédé, *Le Canard enchaîné*, 4 avril 2007

Les spécialistes du ministère du Travail approuvent ceux d'Eurostat, et menacent pour la première fois de se mettre en grève contre le tripatouillage des chiffres.

SARKOZY a affiché une modestie inaccoutumée, le 1er avril au micro de RTL, en promettant pour la fin de son mandat un taux de chômage à 5 %. Si la baisse se poursuit au rythme revendiqué par Villepin, cet objectif sera en effet atteint dès le mois d'août 2010. De deux choses l'une : ou bien le favori des sondages s'attend à ne pas faire d'étincelles, ou bien il ne croit pas une seconde aux résultats mirobolants affichés par un gouvernement auquel il a appartenu durant quatre ans.

L'Europe contre Villepin

Borloo croyait réussir un joli coup en annonçant, jeudi 29 mars, une nouvelle victoire dans la bataille pour l'emploi : selon lui, le taux de chômage - mesuré, en théorie, selon les critères définis par le Bureau international du travail (BIT) - a encore diminué de 0,1 % en février, pour s'établir à 8,4 %. Ce résultat a d'ailleurs été enjolivé par un discret tour de passe-passe : ce taux s'élevant à 8,6 % en janvier, il aurait dû être ramené à 8,5 % en février. Mais une opportune « correction des variations saisonnières » a permis de gratter un petit chouïa de 0,1 % en plus. Bravo l'artiste.

Le triomphe a cependant vite tourné à la pantalonnade. Dès le lendemain de ce cocorico du ministre ébouriffé, l'office statistique européen Eurostat adressait une jolie paire de baffes à la France. Le tripatouillage des chiffres du chômage n'est pas une nouveauté. Mais c'est la première fois que les truqueurs sont pris la main dans le sac par les experts de l'Insee puis par un organisme international, en principe compétent.

Comme « Le Canard » l'a annoncé le 28 mars, cet organisme, basé à Luxembourg, n'a pas pris au sérieux les raisons invoquées par l'Insee pour censurer son propre calcul du taux de chômage, nettement supérieur à celui que brandit le gouvernement. Au terme d'une rencontre avec leurs collègues français, les statisticiens de la Commission européenne ont donc porté à 8,8 % le pourcentage des sans-emploi en France.

Comptables en colère

Ainsi « redressée », la France se situe, selon les normes d'Eurostat, dans le peloton de queue des pays européens, juste devant la Pologne et la Slovaquie, mais derrière les Pays-Bas (3,5 %), l'Allemagne (7,1 %) et même la Bulgarie (8,2 %). Carrément humiliant. Autre grande première pour le gouvernement : les statisticiens du ministère du Travail se sont réunis en assemblée générale, le 30 mars, et ils ont menacé de se mettre en grève à l'occasion de la prochaine parution des chiffres de l'emploi. Soit entre les deux tours de la présidentielle. Un premier coup de semonce a été tiré le 15 mars : 63 des 65 experts de la Dares (Direction de l'animation, des recherches et des statistiques du ministère du Travail) ont alors décidé d'envoyer une lettre de protestation au directeur de leur service et à Borloo.

Ils y soulignent, dans leur jargon, que la baisse du chômage est « concomitante avec une série de changements dans les règles administratives de gestion des listes et dans les modalités du suivi des demandeurs d'emploi ». En bon français : le bilan extraordinaire de Villepin et Borloo est surtout le résultat d'une tricherie qui a consisté à radier massivement les chômeurs.



Cet usage intensif de la gomme se traduit, selon ces experts, par « une sous-estimation minimale de 100 000 demandeurs d'emploi ». Ce qui correspond « au minimum » à 0,3 point de chômage. Or cette duperie massive ne date pas d'hier : le gouvernement est accusé par ces fonctionnaires, d'ordinaire plus discrets, d'avoir « fait baisser artificiellement » les chiffres « depuis juin 2005 ». C'est-à-dire depuis l'arrivée de Villepin à Matignon.

Dans leur lettre, les statisticiens du ministère du Travail mettent donc Borloo en demeure de suspendre la parution de ce fameux taux de chômage conforme aux règles du BIT. Message pas vraiment reçu cinq sur cinq : le ministre a continué à faire le fanfaron, en sortant de sa manche ce miraculeux 8,4 %. Ce qui lui permet de claironner que le chômage n'a pas connu un niveau aussi bas depuis 1983. A se demander pourquoi il n'a pas réussi à le descendre à 0 %.

C'est pourquoi le personnel de la Dares demande, par cette lettre, la suspension de la publication des estimations mensuelles provisoires du chômage au sens du BIT, tant que celles-ci ne seront pas améliorées. La Dares ne doit pas engager sa crédibilité scientifique sur des chiffres ne reflétant plus les évolutions réelles du chômage au sens du BIT.

Extrait de la lettre envoyée le 15 mars par les statisticiens du ministère du Travail (Dares) à Jean-Louis Borloo. Mais leur patron a ignoré leur injonction, prenant le risque de provoquer leur colère et une grève.

Le naufrage Breton

THIERRY BRETON n'a pas craint le ridicule (lundi 2/4) en pointant du doigt le nombre élevé, selon lui, de non-réponses dans l'enquête Insee (menée auprès de 70 000 personnes) censurée par le gouvernement : « Quand ils (les sondés) sont au travail, ils ne répondent pas. Et donc, plus ils sont au travail et moins l'enquête est fiable. » Sauf que plusieurs experts de l'Insee ainsi que ceux d'Eurostat et de la Dares ont déjà répondu que les « taiseux » n'étaient pas significativement plus nombreux que lors des enquêtes précédentes. Mais un Breton, ça ose tout